



Lettre n° 204 du 29 août 2021

Au sommaire :

- **Police sanitaire, régression sociale, reprise des profits, c'est leur système capitaliste qu'il faut contester** - *Laurent Delage*
- **« Quelle organisation pour les anticapitalistes et révolutionnaires » ou quel parti pour la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes ?** - *Yvan Lemaitre*
- **A propos du « Front unique » et du débat à l'Université d'été du NPA** - *Isabelle Ufferte*

Police sanitaire, régression sociale, reprise des profits, c'est leur système capitaliste qu'il faut contester

Ce samedi, comme durant tout l'été, les manifestations contre le pass sanitaire se sont maintenues, exprimant une profonde colère contre la politique du gouvernement. Dans une situation pour le moins confuse, où directions syndicales comme partis de gauche sont incapables d'offrir une perspective à la contestation, l'extrême-droite tente de profiter de la situation. Préjugés antivaccins, chauvinisme, souverainisme, dénonciation des immigrés..., une politique d'autant plus médiatisée qu'elle sert les intérêts de Macron, en réduisant la contestation actuelle aux antivaccins.

Mais le mouvement s'élargit alors que le 30 août le pass sanitaire entre en vigueur dans une série d'entreprises et de services publics. Dans bien des endroits, des militants syndicaux, politiques, des salariés appellent à lutter contre sur d'autres bases que la « *liberté individuelle* », en se démarquant des antivax et autres complotistes. Ils défendent l'intérêt collectif, dénoncent le « *pass licenciement* » et la politique de police sanitaire de Macron comme les camarades de la CGT TUI, de Sud Poste 92, de Sud commerces et services... qui ont pris l'initiative d'appeler à constituer des pôles ouvriers lors des manifestations de samedi.

De même dans les hôpitaux, où des rassemblements ont eu lieu durant le mois d'août contre l'obligation vaccinale et contre le mépris du gouvernement qui stigmatise les soignant.e.s alors qu'il porte la responsabilité de la dégradation de leurs conditions de travail. Beaucoup dénoncent le risque de nouvelles démissions de salarié.e.s excédé.e.s par ces mesures, alors que le sous-effectif est déjà chronique au point que de nombreux services ont dû être fermés cet été comme tous les ans. Sans parler du tri particulièrement choquant des patients et des accompagnants à l'entrée des hôpitaux !

En opposition à ces contrôles par pass sanitaire, des bibliothécaires se sont mis en grève à Grenoble, Lyon, Toulouse, La Rochelle, pour défendre « *l'accès à la culture* ». Des syndicats de territoriaux appellent à des rassemblements et à des débrayages « *pour l'égalité d'accès au service public* » comme à Besançon.

Aux Galeries Lafayette à Paris, les syndicats CGT et Sud appellent à la grève le lundi 30 août, contre la décision de la direction d'exiger le pass sanitaire des clients et des salariés. Comme le dénonce un militant syndical : « *l'employeur va se servir de ce prétexte pour faire des licenciements* ».

Alors que Véran n'exclut pas une prolongation du pass au-delà du 15 novembre, « *si le Covid ne disparaissait pas de nos vies dans les trois prochains mois* », les salarié.e.s dénoncent cette politique de menace et de flicage. Politique qui exprime le mépris social de ce pouvoir, incapable d'imposer la moindre contrainte aux employeurs, et sans états d'âme pour user du chantage à l'emploi et au salaire contre les travailleurs, comme pour mettre les patrons en position de sanctionner, de licencier.

Macron mène la même politique réactionnaire, avec le même mépris de classe, lorsqu'il annonce à propos des réfugiés afghans, une initiative pour « *anticiper et nous protéger contre des flux migratoires irréguliers importants* » ! Pas question de laisser à la droite et à l'extrême-droite le terrain des amalgames sordides entre les immigrés, les réfugiés, les terroristes !

Présidentielle oblige, la surenchère des déclarations racistes ne s'est pas fait attendre : Péresse dénonce « *l'aveuglement du président sur l'islamisme, l'immigration incontrôlée, l'insécurité, la laïcité* », Bertrand « *la naïveté confondante d'Emmanuel Macron sur l'islamisme* »...

Et Odoul, porte-parole du RN, se félicite : « *C'est une victoire idéologique pour Marine Le Pen. Quand vous entendez Valérie Pécresse, Xavier Bertrand, qui utilisent les mêmes mots, les mêmes arguments, les mêmes idées que Marine Le Pen, ça montre bien qu'on a eu raison* » !

Tout cela exprime l'évolution de ces politiciens, subjugués par le pouvoir et par les classes dominantes qu'ils servent, incapables de faire face à la crise de leur système, à la pandémie, de mettre en œuvre une politique un tant soit peu démocratique. Beaune, secrétaire d'État aux affaires européennes après avoir été au service du 1er ministre PS Ayrault sous Hollande, le dit clairement : « *Il y a une fatigue démocratique en Europe. En France, on a besoin d'une parole présidentielle forte, d'une verticalité qui a l'avantage de l'efficacité. Le président de la République a sonné le rappel, en juillet, et dans l'heure un million de Français demandaient à se faire vacciner* »... Gloire au chef !

La police sanitaire, seule politique du gouvernement

Mais face à l'évolution de la pandémie, ces méthodes de police sanitaire sont de plus en plus absurdes et inefficaces. Dans ce climat de suspicion, beaucoup refusent de donner les informations pour le traçage des cas contacts. De même, le gouvernement se prépare à rendre payant les tests PCR « de confort »... au risque de ne plus détecter suffisamment rapidement les évolutions de l'épidémie.

Aux Antilles, en Polynésie et en Guyane, face au variant Delta plus contagieux et aux hôpitaux saturés, la situation est devenue hors de contrôle, en particulier en Polynésie où les soignants ont dû trier les malades et pratiquer « *une médecine de guerre* ».

Là encore, le gouvernement a mené sa campagne contre ceux qui ne sont pas vaccinés... alors qu'en Polynésie par exemple, le manque de moyens logistiques pour vacciner la population est patent. De même aux Antilles, où une politique sanitaire exige des moyens supérieurs pour les hôpitaux et des relations démocratiques d'une autre nature avec la population qui a subi les ravages du chlordécone, un pesticide nocif, pendant des années : plus de 90 % de la population est contaminée sans que la moindre action en justice ait pu aller à son terme !

Mais même en métropole la situation est loin d'être rassurante, en particulier dans les écoles où les enseignants ont appris dans la presse le protocole choisi par le ministre pour la rentrée. Blanquer vante « *l'école ouverte* », il en a même fait un livre pour la rentrée : pas de jauge, ni de demi-groupe, ni distanciel malgré le variant Delta qui circule rapidement parmi les plus jeunes.

Mais c'est avant tout l'impréparation qui domine. Blanquer a ainsi fièrement annoncé son objectif de 600 000 tests salivaires hebdomadaires pour les élèves du primaire... Très loin du compte de l'épidémiologiste Fontanet, un des rédacteurs de la « note d'alerte » remise au gouvernement le 20 août sur les mesures à prendre à l'école, qui préconise un dépistage deux fois par semaine pour les 6,5 millions d'élèves dans le primaire !

De même, c'est le flou total sur les mesures envisagées pour les parents qui devront garder leurs enfants en cas de fermeture de classe en primaire, alors que le gouvernement veut en finir avec le chômage partiel.

Mais qu'importe, l'école doit être ouverte, les parents doivent aller au boulot, la machine à profit doit tourner pour l'intérêt des actionnaires. Le Maire le dit sur tous les tons en annonçant une croissance à 6 % : « *l'économie se porte bien* », une façon de préparer l'opinion à l'offensive des classes dominantes.

Une offensive pour les profits, « quoi qu'il en coûte »

Invité cette semaine à l'université d'été du Medef, Le Maire a déclaré : « *Le "quoi qu'il en coûte", nous en sommes déjà sortis, c'est fini* », le gouvernement aidera au cas par cas, « *mais pour le reste, que l'économie soit libre, qu'elle crée des emplois et de la richesse sans le soutien de l'Etat* ».

Position défendue par De Bézieux, le patron du Medef, depuis des mois, car le « *quoi qu'il en coûte* » ne concerne pas les milliards déversés pour le grand patronat. Dès septembre, le gouvernement doit même remettre 30 milliards de plus dans un « *plan d'investissement pour la France de 2030* » annoncé par Macron le 12 juillet.

Par contre, cette politique va directement impacter les salarié.e.s au chômage partiel, les artisans, les très petites entreprises, préparant le terrain à des fermetures et à une vague de licenciements. C'est à cette offensive que gouvernement et patronat se préparent, incluant les mesures contre l'assurance-chômage pour contraindre les salarié.e.s à prendre n'importe quel travail ou les attaques contre les retraites.

De Bézieux a ainsi déploré « *un système d'assurance-chômage qui (...) décourage (...) la reprise du travail* » et demandé que la réforme « *soit mise en place le plus rapidement possible* ». Sur les retraites, il a déclaré : « *Le prochain président de la République devra reculer l'âge de départ à la retraite (...) dès septembre 2022* », après « *l'avoir annoncé pendant la campagne* ». « *La richesse d'un pays est directement proportionnelle à la quantité de travail de ce pays. La France a besoin de travailler plus* »... pour que les capitalistes s'enrichissent plus !

Reprise des profits et régression sociale

Cette politique se mène au niveau mondial, où partout les dividendes pleuvent. Entre avril et juin 2021, 471,7 milliards de dollars ont été distribués, soit une hausse de 26,3% par rapport à l'an dernier qui se rapproche du niveau de 2019.

En moyenne, les versements de dividendes mondiaux devraient croître cette année de 10,7 % par rapport à 2020 avec de fortes disparités selon les pays. Fait significatif, la France est championne pour soigner ses actionnaires, avec des dividendes totaux qui ont triplé par rapport à l'an dernier, sous l'impulsion du secteur bancaire !

C'est la ruée sur les dividendes, sur les milliards des différents plans de relance, le tout sur un océan de dettes.

Quant au « ruissellement » si souvent promis aux salarié.e.s, Le Maire y pense en cette période électorale, puisqu'il vient de « demander » au patronat « *une meilleure rémunération pour ceux qui ont les revenus les plus faibles (...) La croissance doit profiter à tout le monde, même les plus faibles, même les moins qualifiés, tous ceux qui ont été aux avant-postes de la crise* » !

Hypocrisie la plus totale de ce gouvernement qui s'attaque aux salaires dans la continuité de ses prédécesseurs. Même pas une augmentation significative du SMIC, ni du point d'indice de la fonction publique gelé depuis des années !

En fait, les profits rebondissent au détriment des salaires. En 2020, le revenu brut par ménage, a stagné et il a reculé de 0,6 % au premier trimestre 2021. Par contre, le taux de marge des entreprises a bondi au cours des trois premiers mois de 2021 à 36,1 %, un record absolu ! D'après l'Observatoire des inégalités, en 2020, les 10 % les plus riches touchent 7,1 fois plus que les 10 % les plus pauvres. Un chiffre qui n'a jamais été aussi élevé depuis vingt ans.

Pour une politique sanitaire et nos droits sociaux, s'attaquer au capitalisme

Cette semaine, Martinez a pris position en soutien des militants CGT qui défilent contre le pass sanitaire le samedi ou dans les différentes grèves et rassemblements. « *Derrière cette colère, il y a en fait beaucoup d'autres colères qui s'expriment. Des problèmes sociaux ne sont pas encore réglés* ».

Mais il n'y a toujours pas de plan de bataille face à l'offensive globale du gouvernement et du patronat. Devant la colère qui s'exprime plus largement, une intersyndicale est prévue le 30 août... pour préparer la journée du 5 octobre ! Par contre, toutes les directions des grandes confédérations se préparent à être reçues une par une, par Castex le 1er et 2 septembre, bien intégrées à la stratégie de communication et de « dialogue social » du gouvernement.

Cette même gauche syndicale et politique se retrouve dans le collectif « *Plus jamais ça* », regroupant des associations et des syndicats et qui vient de sortir un « *plan de rupture* », recensant 36 mesures pour faire face à la situation.

Le préambule est éclairant de la volonté politique des rédacteurs : « *A la veille de nouvelles échéances électorales déterminantes, ces propositions ont vocation à alimenter les débats, nos mobilisations et à proposer des solutions réalistes qui répondent aux urgences tant sociales qu'environnementales (...). Il s'agit d'amener la population à convertir sa juste colère ou son légitime désarroi en un acte politique* ».

Un plan pour un gouvernement « de gauche » qui romprait avec « *cette idéologie dévastatrice* » ! Mais il ne s'agit pas d'idéologie, mais de classes dominantes bien concrètes qui ne connaissent qu'une politique, celle de l'offensive pour défendre leurs privilèges. Cette même classe capitaliste que la gauche et ses anciens ministres ont servie au pouvoir, en menant la guerre aux peuples en Afghanistan ou contre les travailleurs par la loi travail. Cette gauche institutionnelle prise dans ses calculs et rivalités pour le pouvoir entre la primaire de EELV, les candidatures de Mélenchon, Roussel, Hidalgo ou même de Montebourg.

La situation exige une tout autre politique que ces vieilles recettes de marchands d'illusions, dans lesquelles les travailleurs, les jeunes ne se reconnaissent plus. Face à la pandémie comme face aux licenciements et aux mauvais coups qui se préparent, il nous faut prendre le mal à la racine : s'en prendre aux capitalistes, aux intérêts privés de la finance, du CAC 40 ; contester le droit des capitalistes de soutirer leurs dividendes et de décider ce qui doit être produit et comment ; imposer le contrôle démocratique par ceux qui produisent tout dans cette société.

Laurent Delage

« Quelle organisation pour les anticapitalistes et révolutionnaires » ou quel parti pour la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes ?

Trame de l'Intervention d'Yvan Lemaitre au débat « Quelle organisation pour les anticapitalistes et révolutionnaires » dans le cadre de l'Université d'été du NPA

Je voudrais faire une première remarque pour préciser l'objet de la discussion : la vraie question qui se pose à nous n'est pas celle de l'organisation dont nous avons besoin mais bien plutôt celle de l'organisation dont les classes exploitées ont besoin pour leur émancipation par elles-mêmes et comment nous pouvons œuvrer à la construction d'un tel parti.

Je suis militant du courant Démocratie révolutionnaire, du NPA, un courant dont l'histoire illustre les difficultés de l'extrême gauche à définir une stratégie de construc-

tion du parti dont les classes exploitées ont besoin. Notre courant est né de notre exclusion-rupture avec Lutte ouvrière au lendemain de l'élection présidentielle et du mouvement de novembre-décembre en 1995 après qu'Arlette Laguiller avait appelé à la construction d'un parti des travailleurs, appel rapidement remis dans sa poche. Après avoir créé Voix des travailleurs nous avons fusionné avec la LCR puis participé à la majorité qui prit l'initiative de fonder le NPA qui était pour nous une possibilité de tenter de répondre à la dérobade de LO.

Aujourd'hui, nous sommes un courant minoritaire du NPA, non une fraction, mais un courant politique. Nous étions en désaccord avec la recherche d'alliance avec LFI

qui a scissionné le NPA en Nouvelle Aquitaine et nous ne nous reconnaissons pas dans la candidature de Philippe Poutou.

Nous pensons en effet que les axes autour desquels doit s'organiser le travail de construction d'un parti des travailleurs sont l'indépendance de classe, l'indépendance vis-à-vis des institutions et de la gauche, l'internationalisme, la lutte pour l'auto-organisation des travailleurs, leur contrôle sur la marche de la société dans l'objectif de la conquête du pouvoir.

Nous pensons que le NPA occupe encore une place indispensable au sein du mouvement révolutionnaire. Il représente une riche expérience en particulier par le processus qui a présidé à sa formation même s'il doit se refonder au regard de sa propre crise et de la situation sociale et politique.

Il représente un processus original qui a eu le mérite de rompre avec les conceptions fondées sur un prétendu modèle, bolchevique, centraliste-démocratique ou autre modèle de parti d'avant-garde autoproclamé.

Aujourd'hui sa refondation s'inscrit dans un débat plus large qui concerne l'ensemble du mouvement révolutionnaire, ce qui est le thème de notre débat où se retrouvent avec des camarades de la direction du NPA, des camarades de l'UCL, de Rejoignons nous et de Se Fédérer.

Dans le peu de temps qui nous est imparti, j'essaierai de définir les axes et principes qui devraient guider notre démarche.

Se penser comme parti du monde du travail

Le point de départ est marqué par deux faits : le premier est le constat des grandes difficultés que connaît le mouvement ouvrier dont sa fraction révolutionnaire et le deuxième est la prise en compte des bouleversements historiques en cours. Les deux nous obligent, d'une façon ou d'une autre, à un bilan critique des raisonnements de la génération d'après 68 qui restait prisonnière, disons de façon schématique, de sa situation d'opposition à la social-démocratie et au stalinisme.

Il nous faut aussi prendre en compte le discrédit voire le rejet non seulement de la forme parti mais des partis en général, vus soit comme attachés à la seule défense de leurs intérêts dans le cadre institutionnel, soit comme des structures autoproclamées détentrices d'une vérité et faisant la leçon ou expliquant ce qu'il faut penser et faire.

Penser une politique de parti des exploités.e.s suppose une totale indépendance de la gauche institutionnelle, une rupture avec toutes les caricatures du marxisme bien sûr, de la social-démocratie et du stalinisme mais aussi les déformations du mouvement révolutionnaire lui-même, caricatures engendrées par une longue période de recul social, de stagnation politique.

Nous ne sommes pas les héritiers d'une théorie toute faite mais des praticiens du marxisme qui intègrent les transformations des conditions des luttes de classes dans une évolution globale pour en dégager les lignes d'une straté-

gie. Il nous faut faire vivre, collectivement, le marxisme, un marxisme démocratique et révolutionnaire, un marxisme libertaire diraient nos camarades de l'UCL, en rupture avec toutes les conceptions qui ont vu dans le stalinisme voire dans la pensée Mao Tsé Toung « un marxisme ».

Plutôt que de ressasser les formules toutes faites héritées des acquis révolutionnaires d'il y a un siècle, nous avons besoin d'intégrer les données de la nouvelle période qui donne un nouveau contenu au débat stratégique, écrire notre propre page.

Partir de l'existant, une politique pour unir nos forces

On doit partir de l'existant, de ce que nous sommes, d'un état des lieux du mouvement révolutionnaire pour nous émanciper des logiques sectaires et fractionnelles, des divisions, prendre en compte nos faiblesses plutôt que, souvent, croire à la pensée magique et à la force des mots d'ordre. Pour remettre sur pied les raisonnements, partir de la réalité du mouvement révolutionnaire rend primordiale la politique d'unité des révolutionnaires, non un œcuménisme mais une orientation, une pratique militante qui définit une stratégie qui répond aux besoins nés de la situation concrète.

Se donner les moyens de rassembler nos forces oblige à la fois à la recherche d'activités et interventions communes et, sur le fond, à discuter non pour démontrer les divergences mais dans une démarche visant à définir les convergences.

Cette absence de politique unitaire cohérente rend compte de l'échec des deux principaux courants du mouvement révolutionnaire en France, le courant de l'UCI, LO, et le courant de la IV, issu de la LCR encore divisé entre des camarades ayant rejoint LFI et ceux qui constituent la plus forte minorité du NPA en recherche d'alliance avec LFI. L'unité, le regroupement des révolutionnaires ne peut être féconde que dans la clarté politique.

C'est aussi une des leçons de l'histoire du NPA. Revenir sur les faiblesses passées du NPA permet d'imaginer les réponses à apporter à sa crise et aussi de préciser le contenu d'une démarche d'unité des révolutionnaires. Le projet du NPA ne pouvait aboutir qu'à condition d'être capables de surmonter les faiblesses et limites de sa fondation, le flou des orientations stratégiques. A défaut de le vouloir et surtout de le pouvoir, le NPA est allé de crise en crise. Cette dernière année l'illustre parfaitement.

Pour moi, la démarche est celle que nous avons proposée à la direction du NPA, qui a fait l'unanimité lors d'un vote du CPN de juillet 2020 avant d'être boycottée : la démarche qui place au premier plan la question stratégique non comme une simple proclamation révolutionnaire volontariste mais comme la capacité de comprendre les évolutions en cours pour définir une politique pour le prolétariat... Et construire à partir des mobilisations l'outil, l'instrument de la mise en œuvre de ce programme, la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Ne pas craindre le débat stratégique et programmatique

Dans son dernier livre *Figures du communisme*, quelles qu'en soient par ailleurs les limites, Frédéric Lordon rediscute à juste titre du contenu de l'idée de transition qui pour le mouvement trotskyste a de fait été réduit à une série de mesures d'urgence sans que soit construite l'idée même de transition, c'est-à-dire de transition du capitalisme au socialisme, le processus révolutionnaire.

Aujourd'hui, la faillite du capitalisme souligne la nécessité de construire le lien entre exigences sociales, démocratiques, écologiques, les mobilisations et le processus révolutionnaires.

Le socialisme ou le communisme ne sont pas un idéal, un projet de société mais, pour paraphraser Marx, le mouvement réel d'abolition de l'ordre social existant et la compréhension de la nature, des conditions et des buts généraux adéquats de la lutte menée par le prolétariat en vue de son émancipation, c'est-à-dire la conquête du pouvoir, de la démocratie, du droit de décider de la marche de la société, de la diriger.

Notre politique vise à formuler une réponse globale à la crise globale du capitalisme, elle ne se limite pas à la contestation capital-travail mais pose la question de la transition du capitalisme au socialisme, la question du changement de notre mode de production.

C'est ce qui devrait imprégner notre campagne présidentielle quel que soit la ou le candidat derrière lequel les uns ou les autres se regrouperont ou... se diviseront.

Nous pensons pour notre part que se présenter en concurrence est une nouvelle illustration de l'impasse dans la-

quelle s'enferme le mouvement révolutionnaire. Certes LO en porte une large responsabilité mais la direction actuelle du NPA la partage largement, elle qui préfère la recherche d'accord avec la LFI ou la dite gauche de la gauche plutôt que de travailler à l'unité des révolutionnaires.

Une nouvelle période s'est ouverte

Parler d'une nouvelle période historique n'est pas une proclamation mais représente la prise en compte de l'évolution du capitalisme et des luttes du prolétariat dans le monde.

La crise économique de 2008 - 2009, l'explosion de la pandémie et de la catastrophe écologique en cours, le bouleversement des rapports internationaux dont la déroute des USA et de leurs alliés en Afghanistan est la marque, les soulèvements populaires à partir de 2011, ici depuis 2016, les GJ et aujourd'hui, la rupture du monde du travail avec les organisations intégrées aux institutions, rupture avec le dialogue social mais dans une grande confusion politique.

C'est à partir de ces mobilisations que pourra naître un parti des travailleurs.

Agir à travers les collectifs de lutte, les interpros, les cadres larges apparus ces dernières années comme dans les syndicats ou au sein du monde du travail et de la jeunesse.

Il n'y a pas de séparation entre la question sociale et politique. Chaque mobilisation pose la question de l'organisation des travailleurs par eux-mêmes, de la conquête de la démocratie, du contrôle, du pouvoir.

Yvan Lemaitre

A propos du « Front unique » et du débat à l'Université d'été du NPA

Nous reprenons ci-dessous les grandes lignes de l'intervention faite dans le cadre des introductions à l'atelier de l'Université d'été du NPA intitulé « *Le Front unique, dans les luttes et... dans les urnes ?* ». Nous avons écarté la question des urnes et des aventures électorales municipales et régionales de certains camarades avec LFI auquel le titre voulait renvoyer. Chacun connaît la teneur des désaccords sur ce sujet au sein du NPA, inutile d'y revenir, et ces alliances électorales ont bien peu à voir avec un quelconque « front unique ».

Cette formule, défendue dans un contexte historique bien particulier, est devenue une sorte de lieu commun au sein du mouvement trotskiste, bien souvent utilisée pour expliquer ou justifier des démarches unitaires.

Discuter du Front unique nécessite de revenir sur son origine pour se demander en quoi cette formule peut ou non nous être utile aujourd'hui. Est-elle opérante pour faire face aux responsabilités qui sont les nôtres, à la nécessité d'unifier les forces militantes disponibles pour aider à l'unité de notre camp social et à renforcer la conscience de classe face à l'offensive et la faillite capitalistes ?

Une notion apparue au début des années 1920

La notion de Front unique a été défendue au sein de l'Internationale communiste alors que le mouvement communiste venait de scissionner de la fraction réformiste de la vieille social-démocratie, quelques années après la vague révolutionnaire qui avait mené à la prise du pouvoir par les soviets en Russie. Cette scission a bouleversé le mouvement ouvrier, dès lors divisé entre deux puissantes organisations implantées dans la classe ouvrière, dont le parti communiste qui se fixait la tâche d'aider le prolétariat à postuler au pouvoir par la voie révolutionnaire.

Dans un texte écrit en 1922, *Le Front unique et le communisme en France*, Trotski défendait la nécessité d'une démarche de « front unique » des partis communistes alors révolutionnaires à l'égard des partis sociaux-démocrates qui même s'ils avaient défendu l'union sacrée pendant la guerre et, en Allemagne, avaient fait assassiner Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, étaient restés des partis massivement implantés dans la classe ouvrière : « *Dans les conflits, pour autant qu'ils embrassent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière ou de sa majorité ou bien d'une*

partie quelconque de cette classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité des actions, de l'unité dans la défensive contre l'attaque du capital ainsi que l'unité dans l'offensive contre celui-ci ».

[...] « Les réformistes ont peur de l'élan potentiel révolutionnaire du mouvement des masses ; la tribune parlementaire, les bureaux des syndicats, les cours arbitraires, les antichambres des ministères, sont leurs arènes favorites. Nous sommes au contraire intéressés, en dehors de toutes autres considérations, à faire sortir les réformistes de leurs abris et à les situer à nos côtés sur le front des masses en lutte. Avec une bonne tactique ce ne peut être qu'à notre avantage ».

Ce « front » avec la social-démocratie ne pouvait avoir d'autre terrain que l'indépendance de classe. *« La question du front unique, tant par son origine, que par son essence n'est pas du tout une question de relations entre les fractions parlementaires communiste et socialiste, entre les comités centraux d'un parti et de l'autre, entre l'Humanité et Le Populaire. Le problème du front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital malgré la division fatale à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière ».*

Une démarche unitaire en fonction de la réalité des rapports de forces et des rapports politiques présents

Le décalage entre la situation qui est la nôtre et celle des militants communistes à qui s'adressait Trotski est évident. Quand on voit l'alignement des organisations de la « gauche » politique et syndicale sur la politique de Macron dans la crise sanitaire, engluées dans le dialogue social et la cogestion, leur hostilité à tout mouvement qu'elles ne contrôlent pas ; quand on mesure le désaveu, la défiance du monde du travail et des classes populaires vis-à-vis de ces organisations, on voit bien qu'invoquer le « front unique » ne nous aide pas.

Une politique de front unique avec des organisations réformistes, visant à défendre des revendications, des « exigences vitales » du monde du travail et des classes populaires sur une base d'indépendance de classe ne peut pas avoir de partenaires aujourd'hui, elle n'est pas possible.

La démarche unitaire n'en est pas moins au cœur de nos actions, de nos préoccupations. Nous la pratiquons quotidiennement dans notre activité syndicale, nos associations, au sein des mobilisations avec le souci de rassembler les forces du monde du travail pour porter les revendications sociales, démocratiques, aider aux prises de conscience politiques. C'est l'obsession de tous les militants des luttes, anticapitalistes, révolutionnaires, libertaires, de tous les militants démocratiques. Et ce devrait être également la première de nos préoccupations pour rassembler les forces des révolutionnaires au lieu de justifier les divisions, voire de pousser à la porte comme nous venons de le vivre avec les militants du CCR.

Notre préoccupation dans chaque moment de la lutte de classe est d'aider les travailleurs, les jeunes, les classes populaires à prendre en main leur sort, à faire de la politique, décider eux-mêmes de leurs luttes, de leur organisation, à travers le débat démocratique.

C'est ce que nous défendons et essayons de mettre en pratique dans tous les cadres où nous intervenons, collectifs de lutte, coordinations, comités de grève, comme dans les syndicats où nous militons avec nos camarades de travail et que nous contribuons à construire en opposition à la politique de dialogue social et à la collaboration de classe.

Prendre la mesure des ruptures et répondre aux aspirations démocratiques

Depuis plusieurs années se développe dans les mobilisations la volonté de prendre ses affaires et ses luttes en main en indépendance, voire en rupture avec les appareils syndicaux et la gauche institutionnelle.

Les luttes contre la loi travail sous Hollande en ont été une étape, avec le développement de collectifs de luttes, de réseaux militants plus ou moins ponctuels ou pérennes, se réactivant et évoluant au cours des mobilisations qui ont suivi, ici en « alter-syndicales », en « cortèges de tête » ou « cortèges mélangés » dans les manifestations, mais aussi dans des comités de grèves, des embryons de coordinations, des interpro...

L'accélération de la faillite capitaliste et de la lutte de classe a imbriqué l'urgence sociale, démocratique, écologique et aujourd'hui sanitaire. Elle a approfondi les ruptures en cours. Le mouvement des gilets jaunes l'a exprimé à grande échelle. Et ce qui se passe aujourd'hui avec les mobilisations contre la police sanitaire de Macron en est une nouvelle expression, même si cela se fait dans une grande confusion.

Cela nous met devant des responsabilités nouvelles. Et notre problème n'est pas tant de juger, de chercher à caractériser ce que les uns ou les autres pensent dans les manifestations, mais d'arriver à partir des exigences qui s'y expriment à dégager des revendications pour notre camp social. La question qui nous taraude, c'est comment armer la colère d'une compréhension des rapports sociaux et politiques, aider à l'indépendance de classe, l'encourager. Pour ne prendre que le mot d'ordre de « liberté », tout dépend ce qu'on en fait, mais il y a quelque chose que nous partageons dans cette aspiration qui n'est pas simplement une revendication individualiste ou libertarienne. Il nous appartient de lui donner un contenu de classe en agissant et s'organisant avec les camarades de lutte, avec tous ceux, militants organisés ou non qui cherchent à intervenir, à avoir une politique pour ne pas subir, pour influencer le cours des choses, peser dans la mobilisation, et pour cela ressentent le besoin de se coordonner.

C'est ce que des camarades ont essayé de faire cet été dans quelques villes, entre autres à Bordeaux à partir du

collectif de Bassens, qui a continué à se réunir depuis le mouvement gilets jaunes et autour duquel des militants de différents réseaux ont commencé à se regrouper pour intervenir dans la mobilisation.

Il est indispensable, urgent pour tous les militants anti-capitalistes de se regrouper pour débattre, confronter, élaborer à partir des compréhensions, des expériences des uns et des autres en fonction des situations de chacun, des contextes, des nuances d'appréciation. Non par en haut mais concrètement, à partir de ce qui existe, des situations concrètes, des rapports politiques tels qu'ils sont.

Se mettre à la remorque de la gauche ou donner un contenu de classe aux aspirations de notre camp social

Les camarades de la majorité du NPA qui défendent la nécessité de créer des « cadres de Front unique » face au recul du mouvement ouvrier, à l'affaiblissement de la « gauche » et au danger de l'extrême-droite, mettent en avant la nécessité de « reconstruire le mouvement ouvrier ». Ces mêmes camarades appelaient il y a peu à « regrouper la gauche qui lutte » dans une « coordination permanente ». Le désaccord que nous avons tient à l'appréciation de la période et des rapports politiques. La violence de l'offensive sociale, politique, réactionnaire de la bourgeoisie, sa faillite économique, morale, les bouleversements à l'échelle internationale combinés à la faillite de cette dite gauche transforment les consciences de façon

accélérée. Elles ouvrent des possibilités dont il nous faut prendre la mesure pour discuter de nos tâches. Ce débat-là s'impose à tous de façon incontournable. Il détermine nos tâches, la politique que nous proposons à celles et ceux qui luttent aujourd'hui dans notre classe et qui s'organisent et se mobilisent en rupture avec les vieilles organisations du mouvement ouvrier.

Notre actualité n'est pas de nous mettre d'une façon ou d'une autre à la remorque de cette « gauche » au nom d'un mythique front unique qui ne peut avoir d'autre sens que de s'y diluer.

Nous ne sommes pas des nostalgiques du PCF et du PS de la grande époque, de la CGT de Krasucki ou Thibault... Nous ne pouvons que prendre acte de la décomposition des appareils de cette gauche faillie, quels que soient les qualificatifs dont s'affublent certains de ses morceaux, « radicale », « en lutte » ou autres.

Il nous faut prendre la mesure de l'inédit de la situation, sans aucune nostalgie pour le passé, pour parvenir à formuler, avec les militants lutte de classe organisés ou non, au cœur des mobilisations de notre classe et à partir des exigences qui s'y expriment, des revendications permettant de rassembler et d'organiser nos camarades de lutte et de travail, la jeunesse. Ces aspirations et revendications posent toutes en filigrane la question centrale du contrôle de la société et de la production par les travailleurs, la question de la démocratie et du pouvoir.

Isabelle Ufferte